

Article 37

Garantie des droits acquis ou en voie d'acquisition

En cas de dénonciation de la présente Convention, les droits et paiements des prestations acquis en vertu de la Convention seront maintenus. Les Parties contractantes prendront des arrangements en ce qui concerne les droits en voie d'acquisition.

Article 38

Entrée en vigueur

1. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du troisième mois qui suivra la date de réception de la note par laquelle la dernière des deux Parties contractantes aura signifié à l'autre Partie contractante que toutes les formalités internes légalement requises ont été accomplies.

2. Le jour de l'entrée en vigueur de la présente Convention, la Convention sur la sécurité sociale entre le Royaume de Belgique et l'Etat d'Israël, signée à Bruxelles le 5 juillet 1971, est remplacée par la présente Convention.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à Jérusalem, le 24 mars 2014 en double exemplaire, en langue française, néerlandaise, hébraïque et anglaise, chaque texte faisant foi. En cas de divergence d'interprétation, le texte anglais prévaudra.

Artikel 37

Waarborg voor verworven rechten of rechten in wording

In geval van opzegging van deze Overeenkomst worden de rechten op en de uitkeringen van prestaties verworven krachtens de Overeenkomst gehandhaafd. De overeenkomstsluitende Partijen nemen de nodige schikkingen met betrekking tot de rechten in wording.

Artikel 38

Inwerkingtreding

1. Deze Overeenkomst treedt in werking de eerste dag van de derde maand die volgt op de datum van ontvangst van de nota waarbij de laatste van de twee overeenkomstsluitende Partijen de andere overeenkomstsluitende Partij via diplomatieke weg zal medegedeeld hebben dat alle vereiste interne wettelijke formaliteiten vervuld zijn.

2. Op de datum van inwerkingtreding van deze Overeenkomst, zal de Overeenkomst betreffende de sociale zekerheid tussen het Koninkrijk België en de Staat Israël, ondertekend te Brussel op 5 juli 1971, vervangen worden door deze Overeenkomst.

TEN BLIJKE WAARVAN de behoorlijk daartoe gemachtigden deze Overeenkomst hebben ondertekend.

OPGEMAAKT te Jerusalem, op 24 maart 2014 in tweevoud, in de Franse, Nederlandse, Hebreeuwse en Engelse taal, elke tekst is gelijkelijk rechtsgeldig. In geval van uiteenlopende interpretaties is de Engelse tekst doorslaggevend.

MINISTERE DE LA DEFENSE

[C – 2017/31283]

28 SEPTEMBRE 2017. — Loi modifiant diverses dispositions relatives à l'enseignement à l'Ecole royale militaire (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition introductive*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Modifications de la loi du 18 mars 1838 organique de l'Ecole royale militaire*

Art. 2. À l'article 1^{er}*bis*, § 3, de la loi du 18 mars 1838 organique de l'Ecole royale militaire, modifié par la loi du 1^{er} août 2006, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° dans l'alinéa 2, le mot "minimum" est inséré entre les mots "réparties sur" et les mots "cinq années de formation";
- 2° dans l'alinéa 3, remplacé par la loi du 1^{er} août 2006, les mots "150 semaines" sont remplacés par les mots "120 semaines" et le mot "cinq" par les mots "minimum quatre".

Art. 3. Dans l'article 1^{er}*ter* de la même loi, inséré par la loi du 22 mars 2001 et modifié par la loi du 1^{er} août 2006, les modifications suivantes sont apportées :

- a) le paragraphe 1^{er} est complété par les mots "et reprennent les parties de la formation académique considérées comme une condition nécessaire pour la poursuite de la formation académique de l'année de formation suivante conformément à l'article 97/1, § 3, 3°/1, b), de la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des Forces armées.";

- b) dans le paragraphe 2, l'alinéa 2 est remplacé par deux alinéas rédigés comme suit :

"Après une formation de premier cycle de 180 crédits, le grade académique de master :

- 1° en sciences de l'ingénieur est conféré après un deuxième cycle comptant 120 crédits qui comprend un mémoire de fin d'études, travail ou projet personnel valorisé pour au moins 24 crédits;

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

[C – 2017/31283]

28 SEPTEMBER 2017. — Wet tot wijziging van diverse bepalingen betreffende het onderwijs in de Koninklijke Militaire School (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Inleidende bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen van de wet van 18 maart 1838 houdende organisatie van de Koninklijke Militaire School*

Art. 2. In artikel 1*bis*, § 3, van de wet van 18 maart 1838 houdende organisatie van de Koninklijke Militaire School, gewijzigd bij de wet van 1 augustus 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in het tweede lid, wordt het woord "minimum" ingevoegd tussen de woorden "gespreid over" en de woorden "vijf vormingsjaren";
- 2° in het derde lid, vervangen bij de wet van 1 augustus 2006, worden de woorden "150 weken" vervangen door de woorden "120 weken" en het woord "vijf" door de woorden "minimum vier".

Art. 3. In artikel 1*ter* van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 22 maart 2001 en gewijzigd bij de wet van 1 augustus 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a) paragraaf 1 wordt aangevuld met de woorden "en hernemen de gedeelten van de academische vorming beschouwd als een noodzakelijke voorwaarde voor de verderzetting van de academische vorming voor het volgende vormingsjaar overeenkomstig artikel 97/1, § 3, 3°/1, b), van de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen en kandidaat-militairen van de Krijgsmacht.";

- b) in paragraaf 2 wordt het tweede lid vervangen door twee leden, luidende :

"Na een opleiding eerste cyclus bestaande uit 180 studiepunten, wordt de academische graad van master :

- 1° in de ingenieurswetenschappen toegekend na een tweede cyclus bestaande uit 120 studiepunten die een masterproef, een werk of een persoonlijk project omvat dat wordt gevaloriseerd met minstens 24 studiepunten;

2° ès arts en sciences sociales et militaires est conféré après un deuxième cycle comptant 60 crédits qui comprend un mémoire de fin d'études, travail ou projet personnel valorisé pour au moins 18 crédits.

La spécialité ou l'orientation du master compte 18 crédits au moins.”;

c) dans le paragraphe 2, alinéa 3, devenant alinéa 4, les mots “d'au moins 300 crédits” sont abrogés.

CHAPITRE 3. — *Modifications de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée*

Art. 4. L'article 2 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, modifié par les lois des 30 juillet 1955, 13 novembre 1974, 26 mars 1999 et 28 février 2007, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

“Si le master en sciences de l'ingénieur ou ès arts en sciences sociales et militaires visé à l'article 1^{er}ter, § 2, alinéa 2, de la loi du 18 mars 1838 organique de l'École royale militaire est dispensé entièrement ou partiellement en anglais, pour pouvoir entamer la formation de master, le candidat officier de carrière doit posséder au moins le niveau 3232 des exigences en matière de compétences linguistiques visé au “*standardization agreement (STANAG) 6001*” de l'OTAN.”.

Art. 5. Dans l'article 10, alinéa 2, de la même loi, les mots “Dans l'une” sont remplacés par les mots “Sous réserve de l'application de l'article 16, dans l'une”.

Art. 6. Dans l'article 16 de la même loi, abrogé par la loi du 16 juillet 2005 et rétabli par la loi du 26 avril 2009, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

“Une année de formation à l'École royale militaire peut être enseignée entièrement ou partiellement en anglais.”.

CHAPITRE 4. — *Modifications de la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des Forces armées*

Art. 7. L'article 89 de la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des Forces armées, remplacé par la loi du 31 juillet 2013, est complété par trois alinéas rédigés comme suit :

“Toutefois, à la fin de chaque année de formation, l'appréciation professionnelle du candidat visée à l'alinéa 3, doit être présentée devant la commission de délibération compétente, s'il est satisfait aux conditions suivantes :

- 1° le candidat suit une période de formation scolaire pour laquelle les programmes de bachelier, de master et de master complémentaire sont exprimés en crédits;
- 2° le candidat n'a pas obtenu le nombre de crédits prévus dans son trajet de formation, le cas échéant, y compris les crédits de l'année de formation précédente encore à obtenir.

La commission de délibération décide que le candidat visé à l'alinéa 4, selon le cas :

- 1° peut continuer sa formation dans la qualité de candidat, selon les règles de l'établissement d'enseignement où il suit sa formation;
- 2° peut exceptionnellement continuer sa formation dans la qualité de candidat, selon les règles de l'établissement d'enseignement où il suit sa formation et est rattaché à la promotion suivante;
- 3° ne peut pas continuer sa formation dans la qualité de candidat et a comme candidat échoué définitivement à la suite d'une appréciation insuffisante des qualités professionnelles.

Le candidat visé à l'alinéa 5, 1° et 2°, qui refuse de poursuivre sa formation est considéré comme candidat en échec définitif suite à une appréciation insuffisante des qualités professionnelles.”.

Art. 8. A l'article 97/1, § 3, de la même loi, inséré par la loi du 31 juillet 2013, les modifications suivantes sont apportées :

- a) dans le 2°, dans le texte néerlandais, le mot “herexamen” est remplacé par le mot “herkansingsexamen”;
- b) un 3°/1 est inséré rédigé comme suit :

“3°/1 peut exceptionnellement, représenter un deuxième examen de repêchage pour lequel il dispose de deux essais, dans un délai imposé par la commission et durant cette période, il peut poursuivre sa formation jusqu'à la prise d'une nouvelle décision par la commission, pour autant que :

2° in de sociale en militaire wetenschappen toegekend na een tweede cyclus bestaande uit 60 studiepunten die een masterproef, een werk of een persoonlijk project omvat dat wordt gevaloriseerd met minstens 18 studiepunten.

De specialiteit of oriëntatie van de master omvat minstens 18 studiepunten.”;

c) in paragraaf 2, derde lid, dat het vierde lid wordt, worden de woorden “van minstens 300 studiepunten,” opgeheven.

HOOFDSTUK 3. — *Wijzigingen van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger*

Art. 4. Artikel 2 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger, gewijzigd bij de wetten van 30 juli 1955, 13 november 1974, 26 maart 1999 en 28 februari 2007, wordt aangevuld met een lid, luidende :

“Indien de master in de ingenieurswetenschappen of in de sociale en militaire wetenschappen bedoeld in artikel 1^{ter}, § 2, tweede lid, van de wet van 18 maart 1838 houdende organisatie van de Koninklijke Militaire School, geheel of gedeeltelijk in het Engels wordt gegeven, moet de kandidaat beroepsofficier minstens het niveau 3232 van de eisen inzake taalcompetentie bedoeld in de “*standardization agreement (STANAG) 6001*” van de NAVO bezitten om de mastervorming te kunnen aanvangen.”.

Art. 5. In artikel 10, tweede lid, van dezelfde wet, worden de woorden “Bij de ene wordt er” vervangen door de woorden “Onder voorbehoud van de toepassing van artikel 16, wordt er bij de ene”.

Art. 6. In artikel 16 van dezelfde wet, opgeheven bij de wet van 16 juli 2005 en hersteld bij de wet van 26 april 2009, wordt tussen het eerste en het tweede lid een lid ingevoegd, luidende :

“Een vormingsjaar in de Koninklijke Militaire School kan geheel of gedeeltelijk in het Engels onderwezen worden.”.

HOOFDSTUK 4. — *Wijzigingen van de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen en kandidaat-militairen van het actief kader van de Krijgsmacht*

Art. 7. Artikel 89 van de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen en kandidaat-militairen van het actief kader van de Krijgsmacht, vervangen bij de wet van 31 juli 2013, wordt aangevuld met drie leden, luidende :

“Evenwel dient op het einde van ieder vormingsjaar de professionele beoordeling van de kandidaat, bedoeld in het derde lid, eveneens te worden voorgelegd aan de bevoegde deliberatiecommissie, indien aan de volgende voorwaarden is voldaan :

- 1° de kandidaat volgt een periode van schoolvorming, waarvan de programma's van bachelor, master en bijkomende master worden uitgedrukt in studiepunten;
- 2° de kandidaat heeft het aantal studiepunten voorzien in zijn vormingstraject, in voorkomend geval met inbegrip van de nog te behalen studiepunten uit het vorig vormingsjaar, niet behaald.

De deliberatiecommissie beslist dat de kandidaat bedoeld in het vierde lid, naargelang het geval :

- 1° zijn vorming in de hoedanigheid van kandidaat mag verderzetten volgens de regels van de onderwijsinstelling waar hij zijn vorming volgt;
- 2° uitzonderlijk zijn vorming in de hoedanigheid van kandidaat mag verderzetten volgens de regels van de onderwijsinstelling waar hij zijn vorming volgt en wordt aangehecht aan de volgende promotie;
- 3° zijn vorming in de hoedanigheid van kandidaat niet mag verderzetten en als kandidaat definitief mislukt is wegens een onvoldoende professionele beoordeling.

De kandidaat bedoeld in het vijfde lid, 1° en 2°, die weigert zijn vorming verder te zetten, wordt beschouwd als definitief mislukte kandidaat wegens een onvoldoende professionele beoordeling.”.

Art. 8. In artikel 97/1, § 3, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 31 juli 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a) in de bepaling onder 2°, wordt het woord “herexamen” vervangen door het woord “herkansingsexamen”;
- b) een bepaling 3°/1 wordt ingevoegd, luidende :

“3°/1 uitzonderlijk een tweede herkansingsexamen, waarvoor hij over twee pogingen beschikt, mag afleggen binnen de door de commissie bepaalde termijn en binnen deze periode zijn vorming mag verderzetten tot een nieuwe genomen beslissing door de commissie, voor zover :

- a) cet examen de repêchage soit relatif à l'appréciation des qualités professionnelles d'une partie de la formation académique de la période de formation scolaire pour laquelle les programmes sont fixés en exécution de la loi du 18 mars 1838 organique de l'École royale militaire;
- b) la réussite de cette partie de la formation académique ne soit pas considérée par la commission comme une condition nécessaire pour la poursuite de la formation académique de l'année de formation suivante."

Art. 9. Dans l'annexe B de la même loi, le tableau A est remplacé par le tableau joint en annexe à la présente loi.

CHAPITRE 5. — *Dispositions transitoires*

Art. 10. A la date d'entrée en vigueur de la présente loi, les dispositions de la présente loi sont applicables aux candidats-officiers de carrière du recrutement normal qui ont entamé leur formation de base à l'École royale militaire à partir de l'année académique 2016-2017.

Les candidats officiers de carrière du recrutement normal qui ont entamé leur formation de base à l'École royale militaire avant l'année académique 2016-2017, restent soumis aux dispositions qui étaient d'application avant l'entrée en vigueur de la présente loi, à l'exception des articles 7 et 8 qui leur sont immédiatement applicables.

Les candidats officiers de carrière qui ont entamé leur formation de base à l'École royale militaire avant l'année académique 2016-2017 et qui sont rattachés à la promotion suivante, suivent le sort de leur nouvelle promotion.

Toutefois, la décision de la commission de délibération visée à l'article 97/1, § 3, 3^o, de la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des Forces armées ne s'applique pas aux candidats officiers de carrière visés à l'alinéa 3 qui sont en deuxième année de formation de master en sciences sociales et militaires.

CHAPITRE 6. — *Entrée en vigueur*

Art. 11. La présente loi entre en vigueur le 15 août 2017.

Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa premier.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 28 septembre 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense,
S. VANDEPUT

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

—
Note

(1) Chambre des Représentants

(www.lachambre.be) :

Documents : 54-2541

Compte rendu intégral : 21 septembre 2017

- a) dit herkansingsexamen betrekking heeft op de beoordeling van de professionele hoedanigheden van een gedeelte van de academische vorming van een periode van de schoolvorming, waarvan de programma's worden vastgesteld in uitvoering van de wet van 18 maart 1838 houdende organisatie van de Koninklijke Militaire School;
- b) het slagen in dit gedeelte van de academische vorming door de commissie niet beschouwd wordt als een noodzakelijke voorwaarde voor de verderzetting van de academische vorming voor het volgende vormingsjaar."

Art. 9. In bijlage B van dezelfde wet, wordt de tabel A vervangen door de tabel toegevoegd als bijlage bij deze wet.

HOOFDSTUK 5. — *Overgangsbepalingen*

Art. 10. Op datum van inwerkingtreding van deze wet zijn de bepalingen van deze wet van toepassing op de kandidaat-beroepsofficieren van de normale werving die hun basisvorming in de Koninklijke Militaire School aangevat hebben vanaf het academiejaar 2016-2017

De kandidaat-beroepsofficieren van de normale werving die hun basisvorming in de Koninklijke Militaire School aangevat hebben vóór het academiejaar 2016-2017, blijven onderworpen aan de bepalingen die van toepassing waren vóór de inwerkingtreding van deze wet, met uitzondering van de artikelen 7 en 8 die onmiddellijk op hen van toepassing zijn.

De kandidaat-beroepsofficieren die hun basisvorming in de Koninklijke Militaire School aangevat hebben vóór het academiejaar 2016-2017 en die aangehecht worden aan de volgende promotie, volgen het lot van hun nieuwe promotie.

De beslissing van de deliberatiecommissie bedoeld in artikel 97/1, § 3, 3^o, van de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen en kandidaat-militairen van het actief kader van de Krijgsmacht is evenwel niet van toepassing op de kandidaat-beroepsofficieren bedoeld in het derde lid die zich in het tweede mastervormingsjaar in de sociale en militaire wetenschappen bevinden.

HOOFDSTUK 6. — *Inwerkingtreding*

Art. 11. Deze wet treedt in werking op 15 augustus 2017.

De Koning kan een datum bepalen voorafgaand aan de datum vermeld in het eerste lid.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 28 september 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Defensie,
S. VANDEPUT

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

—
Nota

(1) Kamer van Volksvertegenwoordigers

(www.dekamer.be) :

Stukken : 54-2541

Integraal verslag : 21 september 2017.

Annexe à la loi du 28 septembre 2017 modifiant diverses dispositions relatives à l'enseignement à l'École royale militaire

Bijlage bij de wet van 28 september 2017 tot wijziging van diverse bepalingen betreffende het onderwijs in de Koninklijke Militaire School

TABLEAU A

TABEL A

Type de formation — Type van de vorming	Durée de la formation — Vormingsduur	Durée de la période de rendement — Duur van de rendementsperiode
Officiers(*)/Officieren (*)		
(1)	4 ans/jaar	6 ans/jaar
(2)	5 ans/jaar	7,5 ans/jaar
(3) (**)	4/5 ans/jaar	6/7,5 ans/jaar
(4) (**)	4 ans/jaar	6 ans/jaar
(5) (**)	5 ans/jaar	7,5 ans/jaar
(6) (**)	6 ans/jaar	9 ans/jaar
(7) (**)	6 ans/jaar	9 ans/jaar
(8)	-	6 ans/jaar
(9)	4 ans/jaar	6 ans/jaar
(10)	-	3 ans/jaar
Sous-officiers/ Onderofficieren		
(11)	2 ans/jaar	3 ans/jaar
(12)	4 ans/jaar	6 ans/jaar
(13)	-	3 ans/jaar
Volontaires/ Vrijwilligers	-	3 ans/jaar
(14)	Enseignement universitaire ou enseignement supérieur du type long/ Universitair onderwijs of hoger onderwijs van het lange type	1,5 fois la durée de la formation (***)
	Enseignement supérieur du type court/ Hoger onderwijs van het korte type	1,5 keer de vormingsduur (***)

- (1) Officiers issus de la faculté des sciences sociales et militaires de l'École royale militaire ou niveau équivalent dans un institut civil.
- (2) Officiers issus de la faculté polytechnique de l'École royale militaire ou niveau équivalent dans un institut civil.
- (3) Officiers issus d'un institut supérieur industriel. 4 ans : communauté flamande ; 5 ans communauté française.
- (4) Officiers issus de l'école supérieure de navigation.
- (5) Officiers pharmaciens et dentistes.
- (6) Officiers vétérinaires.
- (7) Officiers médecins. A partir de l'année académique 2012. Avant l'année académique 2012 : 7 ans.
- (8) Officiers auxiliaires (...).
- (9) Officiers du niveau B, candidat officiers du niveau A reclassés (détenteur d'un bachelier obtenu comme candidat officier du recrutement normale).
- (10) Officiers du niveau B du recrutement spécial.
- (11) Sous-officiers de carrière du recrutement normal issus d'une école de sous-officiers.
- (12) Sous-officiers de carrière du niveau B du recrutement normal (obtention d'un diplôme de bachelier) – Candidat officier de carrière reclassé (après l'obtention d'un bachelier et suite à échec à l'examen linguistique SLt).
- (13) Sous-officiers de complément, candidat-sous-officiers reclassés.
- (14) Formation complémentaire comme définie à l'article 179, § 1^{er}, 3^o.

- (1) Officieren gesproken uit de faculteit sociale en militaire wetenschappen van de Koninklijke Militaire School of gelijkwaardig niveau aan een burgerinstelling.
- (2) Officieren gesproken uit de polytechnische faculteit van de Koninklijke Militaire School of gelijkwaardig niveau aan een burgerinstelling.
- (3) Officieren gesproken uit een hoger industrieel instituut. 4 jaar : Vlaamse gemeenschap; 5 jaar : Franstalige gemeenschap.
- (4) Officieren gesproken uit de hogere zeevaartschool.
- (5) Officieren-apothekers en -tandartsen.
- (6) Officieren-dierenartsen.
- (7) Officieren-geneesheren. Vanaf het academiejaar 2012. Voor het academiejaar 2012 : 7 jaar.
- (8) Hulpofficieren (...).
- (9) Officieren van niveau B, gereclasseerde kandidaat-officieren van niveau A (houder van een bachelor behaald als kandidaat-beroepsofficier van de normale werving).
- (10) Officieren van niveau B van de bijzondere werving.
- (11) Beroepsonderofficieren van de normale werving gesproken uit een school voor onderofficieren.
- (12) Beroepsonderofficieren van niveau B van de normale werving (behalen van een bachelor diploma) – Gereclasseerde kandidaat-beroepsofficier (na het behalen van een bachelor en ten gevolge van een mislukking in het taalexamen Olt).
- (13) Aanvullingsonderofficieren, gereclasseerde kandidaat-beroepsonderofficieren.
- (14) Aanvullende vorming zoals bepaald in artikel 179, § 1, 3^o.

- (*) L'officier de carrière ou de complément qui a suivi avec succès une formation de pilote de l'aviation légère ou de pilote du personnel navigant aérien de la marine ou qui a obtenu le brevet supérieur de pilote ou le brevet ATC, voit sa période de rendement augmentée de 3 ans.
- (**) Pour l'officier issu du recrutement complémentaire, il n'est tenu compte que du nombre d'années réussies en qualité de candidat officier de carrière.
- (***) Avec une durée minimale de la période de rendement de 3 ans.

Vu pour être annexé à la loi du 28 septembre 2017 modifiant diverses dispositions relatives à l'enseignement à l'École royale militaire.

PHILIPPE

Par le Roi :
Le Ministre de la Défense,
S. VANDEPUT

- (*) De beroeps- of aanvullingsofficier die met succes een vorming van piloot van het licht vliegwezen of van piloot van het luchtvaartpersoneel van de marine heeft gevolgd of die het hoger brevet van piloot of het brevet ATC heeft behaald, ziet zijn rendementsperiode verhoogd met 3 jaar.
- (**) Voor de officier afkomstig uit de aanvullende werving wordt enkel rekening gehouden met het aantal geslaagde jaren in de hoedanigheid van kandidaat-beroepsofficier.
- (***) Met een minimum duur van de rendementsperiode van 3 jaar.

Gezien om te worden gevoegd bij de wet van 28 september 2017 tot wijziging van diverse bepalingen betreffende het onderwijs in de Koninklijke Militaire School.

FILIP

Van Koningswege :
De Minister van Defensie,
S. VANDEPUT

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C - 2017/13585]

31 JUILLET 2017. — Loi modifiant la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, en vue de mettre en œuvre le Règlement (UE) n° 596/2014 sur les abus de marché et de transposer la Directive 2014/54/UE relative aux sanctions pénales applicables aux abus de marché ainsi que la Directive d'exécution (UE) 2015/2392 concernant le signalement des violations, et portant des dispositions diverses. — Erratum

Au *Moniteur belge* n° 201 du 11 août 2017, 2ème édition, pages 79443, il y a lieu d'apporter les corrections suivantes dans le titre en français :

Dans le titre, il faut lire "2014/57/UE" à la place de "2014/54/UE".

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C - 2017/13592]

9 OCTOBRE 2017. — Arrêté royal complétant la liste des personnes et entités visée aux articles 3 et 5 de l'arrêté royal du 28 décembre 2006 relatif aux mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 11 mai 1995 relative à la mise en œuvre des décisions du Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies, l'article 1^{er} ;

Vu l'arrêté royal du 28 décembre 2006 relatif aux mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme, confirmé par l'article 115 de la loi du 25 avril 2007, portant des dispositions diverses (IV), les articles 3 et 5 ;

Vu l'arrêté royal du 30 mai 2016 établissant la liste des personnes et entités visée aux articles 3 et 5 de l'arrêté royal du 28 décembre 2006 relatif aux mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme et les arrêtés royaux des 21 juillet, 3 novembre, 5 décembre 2016, 31 janvier, 7 avril, 3 juillet et 21 juillet 2017 complétant ou modifiant cette liste ;

Vu la proposition du Conseil national de sécurité d'ajouter les noms de quatre personnes à la liste des personnes et entités visée aux articles 3 et 5 de l'arrêté royal du 28 décembre 2006 relatif aux mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme, sur base des évaluations de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace après concertation avec l'autorité judiciaire compétente ;

Vu l'approbation par le Conseil des ministres du 6 octobre 2017 de la liste annexée au présent arrêté ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C - 2017/13585]

31 JULI 2017. — Wet tot wijziging van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, met het oog op de tenuitvoerlegging van Verordening (EU) nr. 596/2014 betreffende marktmisbruik en de imzetting van Richtlijn 2014/57/EU betreffende strafrechtelijke sancties voor marktmisbruik en Uitvoeringsrichtlijn (EU) 2015/2392 met betrekking tot de melding van inbreuken, en houdende diverse bepalingen. — Errata

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 201 van 11 augustus 2017, 2de editie, bladzijden 79443, moeten in de Franstalige titel de volgende correcties worden aangebracht :

In de Franstalige titel moet het woord "2014/57/UE" gelezen worden in plaats van "2014/54/UE".

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C - 2017/13592]

9 OKTOBER 2017. — Koninklijk besluit tot aanvulling van de lijst van personen en entiteiten bedoeld in artikelen 3 en 5 van het koninklijk besluit van 28 december 2006 inzake specifieke beperkende maatregelen tegen bepaalde personen en entiteiten met het oog op de strijd tegen de financiering van het terrorisme

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 11 mei 1995 inzake de tenuitvoerlegging van de besluiten van de Veiligheidsraad van de Organisatie van de Verenigde Naties, artikel 1 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 december 2006 inzake specifieke beperkende maatregelen tegen bepaalde personen en entiteiten met het oog op de strijd tegen de financiering van het terrorisme, bekrachtigd bij artikel 115 van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV), artikelen 3 en 5 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 mei 2016 tot vaststelling van de lijst van personen en entiteiten bedoeld in artikelen 3 en 5 van het koninklijk besluit van 28 december 2006 inzake specifieke beperkende maatregelen tegen bepaalde personen en entiteiten met het oog op de strijd tegen de financiering van het terrorisme en de koninklijke besluiten van 21 juli, 3 november, 5 december 2016, 31 januari, 7 april en 3 juli en 21 juli 2017 tot aanvulling of wijziging van deze lijst ;

Gelet op het voorstel van de Nationale Veiligheidsraad om de namen van vier personen toe te voegen aan de lijst van de personen en entiteiten bedoeld in artikelen 3 en 5 van het koninklijk besluit van 28 december 2006 inzake specifieke beperkende maatregelen tegen bepaalde personen en entiteiten met het oog op de strijd tegen de financiering van het terrorisme, op basis van de evaluaties van het Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse, na overleg met de bevoegde gerechtelijke overheid ;

Gelet op de goedkeuring door de Ministerraad van 6 oktober 2017 van de lijst in de bijlage bij dit besluit ;